

<https://www.snetap-fsu.fr/Nous-faisons-l-Ecole-faisons-nous-entendre.html>



Nous faisons l'École, faisons-nous entendre !

- Les Dossiers - Vie fédérale -

Date de mise en ligne : mercredi 22 novembre 2023

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés



Nous, professionnel·les de l'Éducation, qui, jour après jour, faisons l'École publique et laïque, lançons un appel solennel à la solidarité et à la mobilisation de tout le pays. L'École, ouverte à tous les enfants et à tous les jeunes ; l'École, qui conditionne l'avenir de notre société, ne peut plus être sacrifiée au nom de l'austérité.

Nous qui faisons l'École, nous demandons des mesures fortes contre le manque de personnels dans tous les métiers pour sortir de la crise de recrutement. Une École de qualité nécessite des personnels formés, reconnus dans chacune de leurs professionnalités et rémunérés à la hauteur de la difficulté et de l'importance de leurs missions.

Depuis plusieurs années, les politiques éducatives menées réduisent le nombre d'heures de cours, dégradent les conditions d'études des élèves, fragilisent la formation et le recrutement des personnels. Nous qui faisons l'École, nous exigeons immédiatement l'annulation des suppressions de postes prévues à la rentrée 2024 (1709 dans le premier degré, 484 dans le second degré annoncées qui s'ajoutent aux suppressions des années passées !).

Il s'agira ensuite de créer les postes nécessaires pour diminuer le nombre d'élèves par classe, de renforcer les équipes pluriprofessionnelles et notamment avec des [AESH](#) au statut enfin reconnu et de reconstruire la formation initiale et continue. Les futur·es enseignant·es doivent bénéficier d'une formation universitaire et professionnalisante à l'université (en INSPE) à laquelle ils pourront se consacrer pleinement sans prendre en charge de classe en responsabilité. Des pré-recrutements sont également nécessaires.

Il faut aussi recruter à la hauteur de tous les besoins pour renforcer les missions d'organisation, d'administration, de gestion, techniques et d'encadrement de l'éducation. Nous demandons un plan de titularisation massif pour que tous les collègues aujourd'hui maintenus dans la précarité exercent leurs métiers dans de meilleures conditions.

Nous faisons l'École, faisons-nous entendre !

Nous qui faisons l'École, nous demandons une revalorisation conséquente des salaires de tous les métiers de l'École. Une première mesure minimale et immédiatement réalisable consisterait à transférer les sommes initialement prévues pour le Pacte comme mesure d'urgence concernant tous les personnels avant de revaloriser considérablement l'ensemble des carrières et des grilles de rémunération.

L'ensemble du système éducatif a progressivement été orienté vers une logique utilitariste unique : assurer une insertion rapide et sans condition des jeunes issus des milieux populaires sur le marché du travail, tout en formant des élites destinées aux études longues. Depuis l'apprentissage jusqu'aux formations de l'enseignement supérieur, le système est également de plus en plus privatisé.

Avec la réforme du lycée, celle de l'accès à l'enseignement supérieur et les réformes successives de la voie professionnelle, le système éducatif devient un outil de sélection au service du monde du travail.

Nous qui faisons l'École, nous demandons l'abandon immédiat de la réforme des lycées professionnels, qui priverait des milliers d'élèves des milieux populaires d'un accès aux savoirs et aux qualifications, en les éloignant encore de l'École et des savoirs émancipateurs.

Faute de moyens, de locaux et de personnels enseignants, administratifs et techniques pour les encadrer, le nombre d'étudiant.es accueilli.es dans l'enseignement supérieur public stagne, imposant aux nouvelles générations diplômées du baccalauréat une orientation par défaut dans les formations privées. Il manque 100 000 places dans le 1er cycle et 50 000 dans les formations publiques de deuxième cycle.

La plateforme d'affectation Parcoursup est un outil de sélection qui ne permet pas à chacune et chacun de poursuivre ses études dans la filière de son choix et qui a exclu massivement les diplômé.es du bac pro de l'accès à l'Université. Nous demandons dans l'urgence une remise à plat de l'organisation du lycée, du bac et de Parcoursup.

Nous défendons l'unité du second degré avec un collège où il y a moins d'élèves par classe permettant la réussite de toutes et tous avant une orientation choisie vers la voie générale, technologique ou professionnelle du lycée.

Nous qui faisons l'école, nous exigeons l'abandon de tout projet de décentralisation ou de médicalisation de la santé à l'École. Nous souhaitons réaffirmer que l'accès à la réussite scolaire est un droit pour TOUS les élèves. Pour lutter véritablement contre toutes formes d'inégalités ou de discriminations, nous revendiquons la création massive d'emplois d'infirmières, d'assistantes de service social, de psychologues et d'[AESH](#).

Largement financée sur fonds publics, notamment par les aides sans condition à l'apprentissage, l'école privée, du premier degré à l'université, en passant par les écoles de production et les campus des métiers et des qualifications, accentue les inégalités et contribue au tri social.

Nous qui faisons l'école, nous réaffirmons avec fermeté son sens et ses missions : assurer l'accès à des savoirs exigeants pour tous les élèves et combattre résolument les déterminismes sociaux. Les élèves doivent pouvoir exercer leur sens critique, s'ouvrir à une pensée humaniste rigoureuse, fondée sur la raison et les savoirs qui émancipent, à l'abri de toute doctrine aliénante et de tout fanatisme.

Faisons-nous entendre, faisons école !

L'attentat d'Arras, qui a coûté la vie à un enseignant et blessé trois autres membres de l'équipe du lycée Gambetta, a

Nous faisons l'École, faisons-nous entendre !

profondément ému et déstabilisé la communauté éducative et la société toute entière. Il rappelle tragiquement que l'École a besoin de protection et de considération. En tant que personnels de l'Éducation, nous avons reçu de nombreux messages de soutien témoignant de l'attachement profond de la population à son École. Cependant, face à l'épuisement et au doute, face au découragement parfois de nombre d'entre nous, nous demandons plus que des mots : des manifestations de confiance et des actes de reconnaissance. Nous ne voulons pas être élevé.es au rang de héros et d'héroïnes, nous voulons seulement être reconnu.es pour notre travail quotidien auprès de nos élèves.

Nous qui faisons l'École, nous voulons qu'elle soit un espace dans lequel les personnels peuvent travailler et les élèves apprendre en toute sécurité. Les établissements et les écoles doivent être sécurisés, les personnels protégés et soutenus en cas de mise en cause.